

CONCLUSIONS & AVIS

I/ RAPPEL DU PROJET :

La Déclaration d'Intérêt Général (D.I.G) est une procédure instituée par la Code de l'environnement (article L.211-7) permettant à un maître d'ouvrage (collectivité, syndicat de rivières, syndicats mixtes...) d'entreprendre l'étude, l'exécution de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence visant à l'aménagement ou à la gestion de l'eau.

L'eau étant reconnu être un bien commun de la nation.

Le recours à cette procédure permettra notamment au SYMISOA de :

- d'accéder aux propriétés privées riveraines des cours d'eau des zones humides et des mares;
- de légitimer l'intervention des collectivités publiques sur des propriétés privées en engageant des fonds publics.

La présente enquête concerne la mise en œuvre et les travaux suivants ;

- La restauration et l'entretien de la ripisylve ;
- La mise en défens des berges, plantations de ripisylve et aménagements d'abreuvoirs et de franchissements ;
- La restauration de la continuité écologique des cours d'eau ;
- La restauration des zones humides ;
- La gestion des espèces végétales envahissantes ;
- La restauration des mares.

D'un point de vue plus général, ces opérations s'inscrivent dans le but d'atteindre un bon état écologique des eaux fixés par la Directive Européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000, et répondent aux missions de ces acteurs, porteurs de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations.)

Les communes concernées sont

➔ Bassin versant du Sornin (50 communes)

- Charlieu Belmont Communauté, 16 communes concernées

Arcinges, Belleroche, Belmont-de-la-Loire, Chandon, Charlieu, Cuinzier, Ecoche, Le Cergne, Maizilly, Mars, Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne, Saint-Germain-la-Montagne, Saint-Hilaire-sous-Charlieu, Saint-Nizier-sous-Charlieu, Villers,

- Communauté de Communes Brionnais Sud Bourgogne (23 communes concernées)

Boyer, Jarnosse, Nandax, Sévelinges, Vougy, Coutouvre, Anglure-sous-Dun, Baudemont, Chassigny-sous-Dun, Chateauneuf, Chatenay, Chauffailles, Coublanc, Curbigny, Gibles, La Chapelle-sous-Dun, La Clayette, Mussy-sous-Dun, Saint-Igny-de-Roche, Saint-Edmond, Saint-Laurent-en-Brionnais, Saint-Martin-de-Lixy, Saint-Maurice-les-Chateauneuf, Saint-Racho, Saint-Symphorien-des-Bois, Tancon, Vareilles, Varennes-sous-Dun, Vauban, Fleury-la-Montagne.

- Communauté de communes Saône Beaujolais, (6 communes concernées) :

Aigueperse, Azolette, Propieres, Saint-Bonnet-des-Bruyeres, Saint-Clement-de-Vers, Saint-Igny-de-Vers.

Communauté de communes de Semur en Brionnais (5 communes concernées) :
Fleury-la-Montagne, Ligny-en-Brionnais, Saint-Bonnet-de-Cray, Saint-Christophe-en-Brionnais, Saint-Julien-de-Jonzy.

➔ Bassin versant du Jarnossin (10 communes)

- Charlieu Belmont Communauté, 16 communes concernées :

Boyer, Cuinzier, Jarnosse, Nandax, Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Hilaire-sous-Charlieu, Sevinges, Villers, Vougy.rd

- Roannais Agglomération (1 commune)

Coutouvre

Problématiques rencontrées sur les bassins versants du Sornin et du Jarnossin et de leurs affluents :

◆ **La ressource en eau :**

Les débits d'étiage des différents cours d'eau des bassins versants du Sornin et du Jarnossin sont naturellement faibles et en baisse sous l'effet du changement climatique. Les sécheresses de ces dernières années ont provoqué des étiages sévères sur de nombreux cours d'eau voire des "assecs", y compris sur les Sornins amont, pourtant relativement épargnés jusque-là.

Les prélèvements influent plus ou moins fortement sur l'hydrologie naturelle des cours d'eau, entraînant des répercussions potentiellement significatives sur la fonctionnalité écologique des milieux notamment en période d'étiage.

Les prélèvements visent à satisfaire 3 usages :

- l'alimentation en eau potable,
- l'abreuvement du bétail,
- l'interception par les plans d'eau pour compenser l'évaporation naturelle.

Le soutien d'étiage des cours d'eau par les zones humides sont limités du fait d'un degré de dégradation des zones humides, notamment dû au drainage.

◆ **La qualité de l'eau :**

Les résultats ont été influencés par la sécheresse de l'étiage très sévère de 2022 : la moitié des cours d'eau recensés sont en bon état biologique ; les autres sont en état moyen, à l'exception de la Genette à La Clayette en état médiocre.

Sur le bassin versant du Sornin, le déclassement de l'état écologique se rencontre principalement sur la partie aval du Sornin et de ses affluents situées en partie médiane.

Sur le Jarnossin, une altération de la qualité physico-chimique et de hydrobiologie .

En comparaison avec la synthèse des données réalisées dans le cadre du contrat de rivières (2017-2021), l'année 2022 ne montre pas d'évolution marquante, ni de dégradation significative compte-tenu des conditions hydrologiques difficiles.

II/ COMPOSITION DU DOSSIER :

- ➔ Le dossier soumis à l'enquête publique,
- ➔ L'objet de la demande ;

- ➔ Le Cadre juridique ;
 - la déclaration d'intérêt général
 - le plan de gestion au titre de la loi sur l'eau
 - la servitude de passage
 - le droit de pêche
 - l'enquête publique environnementale
 - les autres autorisations nécessaires ;

- ➔ L'identification des demandeurs pour la D.I.G. ;

- ➔ La présentation du territoire et du programme d'actions :
 - contexte et état des lieux :
 - la présentation du territoire ,
 - les usages et les activités liés à la source,
 - la synthèse des problématiques rencontrées,
 - enjeux et objectifs et stratégies du programme d'actions ;
 - descriptions des opérations inscrites à la D.I.G. :
 - plan de gestion de la ripisylve,
 - sensibilisation et préservation des zones humides prioritaires,
 - gestion des atterrissements aux points stratégiques,
 - restaurer les mares ;

- x Demande de déclaration d'intérêt général
 - rappel des objectifs ;
 - calendrier prévisionnel et estimations financière globale du programme ;
 - justification de l'intérêt général ;

- x Incidence des travaux et mesures de réduction
 - prise en compte de la réglementation loi sur l'eau
 - incidence des travaux
 - incidence sur la ressource en eau et l'écoulement des eaux
 - incidence sur la qualité de l'eau et des sédiments
 - incidence sur le milieu naturel

- x Mesures de réduction des incidences et moyens de surveillance

- x Comptabilité avec les documents cadres ;

- ➔ L'arrêté inter préfectoral N° 2024-206 PAT du 28 octobre 2024 portant ouverture d'une enquête publique préalable à la demande de D.I.G..

- ➔ Courrier du service de l'action territoriale du département de La Loire

- ➔ Copie de l'affiche

➔ Le registre d'enquête publique, côté et paraphé par mes soins.
Ces dossiers d'enquête publique ont été déposés dans les mairies de :

- Charlieu (siège de l'enquête publique) ;
- Villers ;
- Chauffailles ;
- La Clayette ;
- Saint-Igny-de-Vers

Quant aux autres communes concernées, seul l'arrêté inter préfectoral à été affiché de manière visible de l'extérieur sur les panneaux d'affichage habituels.

III/ DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE :

Par décision N° E24000073/69 du 12 juillet 2024, Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lyon m'a désigné commissaire-enquêteur, Cécile DEUX commissaire-enquêtrice suppléant.

Le 6 août, dans les locaux de la préfecture de La Loire, j'ai paraphé les dossiers d'enquête et pris possession du dossier.

Par arrêté inter préfectoral N° 2024-26 PAT du 28 octobre 2024, les Préfets respectifs des départements de La Loire, de La Saône et Loire et du Rhône ont prescrit par arrêté inter préfectoral la présente enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 14 novembre 2024 à 8h45 au 30 novembre 2024 à 11h45 pendant une durée de 17 jours consécutifs.

Le siège de l'enquête publique est situé en mairie de Charlieu,
12 rue Jean Morel, 42190 Charlieu.

Le 8 novembre, avec Monsieur Jérôme Derigon, technicien de rivière au SYMISOA, nous avons repéré quelques lieux significatifs sur lesquels vont être engagés les travaux soumis à la DIG -restauration de zones humides, arasement des atterrissages de crêtes, passage à gué, pose de clôtures et mise en œuvre d'abreuvoirs...- ainsi que visualisé des réalisations effectuées dans le cadre du précédent contrat.

L'enquête publique a été déclarée ouverte le 14 novembre 2024 à partir de 8h45.

A cette date, les différentes mairies recevant une permanence -Charlieu, siège de l'enquête, et Villers pour le département de La Loire ; Chauffaille, La Clayette, pour le département de la Saône et Loire, et Saint-Igny-de-Vers pour le Rhône-, ont reçus le dossier d'enquête paraphé ainsi que le registre d'enquête pour enregistrer les observations, propositions et contre-propositions du public aux heures d'ouvertures normales de la mairie ou lors des permanences du commissaire-enquêteur.

La publicité officielle de l'avis d'enquête publique contenant les informations essentielles de l'arrêté a été insérée à la demande de la préfecture de La Loire :

- 15 jours avant l'ouverture de la l'enquête dans les journaux habilités sur les trois départements ;
- 8 jours après le début de l'enquête dans les mêmes journaux

Départements	Titres	Date de parution	
		1 ^{er} avis	2 ^{ème} avis
LOIRE	Le Pays Roannais	31/10/2024	18/11/2024
	Le Paysan de La Loire	1/11/2024	15/11/2024
RHÔNE	Le Progrès	31/10/2024	18/11/2024
	Le Patriote Beaujolais	31/10/2024	14/11/2024
SAÔNE et LOIRE	Le Journal de Saône et Loire	31/10/2024	14/11/2024
	L'exploitant agricole de Saône et Loire	1/11/2024	15/11/2024

- x L'avis au public a été affiché dans toutes les mairies sur leurs tableaux d'affichage communaux habituels ;
- x Une affiche (taille, format, couleur jaune, taille de police visible) a été apposée au tableau d'affichage communal habituel dans les mairies recevant le public au cours des permanences du commissaire-enquêteur :
(Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers), et du Symisoa à Pouilly-sous-Chaarlieu ;
- x L'avis d'ouverture de l'enquête publique a été publié sur le site de la préfecture de La Loire : www.loire.gouv.fr, sur le site de la préfecture de la Saône et Loire : www.saone-et-loire.gouv.fr, sur le site de préfecture du Rhône : www.rhone.gouv.fr.

L'enquête publique s'est déroulée suivant les textes en vigueur et comme l'arrêté inter préfectoral le prescrivait : du jeudi 14 novembre 2024 à 8h45 au samedi 30 novembre 2024 à 11h45.

Six permanences se sont déroulées dans des conditions d'accueil de bonne qualité.

3 dans le département de La Loire

2 dans le département de la Saône et Loire

1 dans le département du Rhône

Lieu	Date	Horaires
Charlieu (Loire)	Vendredi 15 novembre 2024	14h à 17h
	Samedi 30 novembre 2024	8h45 à 11h45
Chauffailles (Saône et Loire)	Mardi 19 novembre 2024	9h à 12h
Villers (Loire)	Jeudi 21 novembre 2024	10h30 12h
Saint-Igny-de-Vers (Rhône)	Lundi 25 novembre 2024	14h à 17h
La Clayette (Saône et Loire)	Jeudi 28 novembre 2024	14h à 17h

La consultation du dossier d'enquête a été possible pendant toute la durée de l'enquête où les observations, propositions et contre-propositions ont pu être portées sur les registres d'enquête par les moyens suivants ;

- x au siège du SYMISOA (porteur du projet), 321 route de Marcigny, 42270 Pouilly-Sous-Charlieu ;
 - x directement dans les mairies citées ci-dessus aux heures habituelles d'ouverture au public ;
 - x par voie postale : courrier adressé à l'attention du commissaire-enquêteur à l'adresse suivante : mairie de Charlieu, 12 rue Jean Morel, 42190 Charlieu ;
 - x par voie électronique sur le site internet à l'adresse suivante : dig-pouilly-sous-charlieu@mail.registre-numerique.fr ;
 - x par l'interface du site dématérialisé à l'adresse suivante : <https://registre-numerique.fr/dig-pouilly-sous-charlieu> ;
 - x un accès gratuit a été garanti par la mise à la position d'un poste informatique, à la préfecture de La Loire, sur rendez-vous au 04.77.48.48.36 ou au.77.48.4859 ;
 - x lors de mes permanences.
- Trois personnes sont venues déposer leurs contributions, propositions et contre-propositions pendant les permanences
 - Une est venue déposer sa contribution, proposition et contre-proposition pendant les heures d'ouverture normales de la mairie de Chauffailles
 - Une a déposé sa contribution, proposition et contre-proposition par l'interface du site dématérialisé : <https://registre-numerique.fr/dig-pouilly-sous-charlieu>.

Pour être recevable, toutes les observations, propositions et contre-propositions, sur les registres «papiers» ou numérique devaient être exprimées avant le 30 novembre 2024 à 11h45.

Toutes les contributions reçues, quelque soit leurs formes, ont été consultables pendant toute la durée de l'enquête sur les registres papier ou numérique.

Aucun incident n'a été relevé au cours de l'enquête publique que ce soit dans le cadre de la consultation du dossier, au cours de mes permanences, aux heures habituelles d'ouvertures mairies de Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers ou sur le site dématérialisé.

Le décembre2024, j'ai remis à Madame Dechavanne, en mains propres dans les bureaux du SYMISOA à Pouilly-sous-Charlieu, le procès verbal de synthèse comportant les observations citées ci-dessus ainsi que mes remarques pour une meilleure compréhension du dossier et en particulier le déroulement des travaux et le droit de pêche

Le SYMISOA m'a fait parvenir en retour, par mail, un mémoire en réponse date du 9 décembre 2024

IV/ CONCLUSIONS :

L'enquête publique a mobilisé peu de personnes parmi la population des 60 communes concernées, situées sur les bassins versants du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents, malgré l'affichage réglementaire, la parution des annonces légales dans les journaux locaux et, compte-tenu de la spécificité de la D.I.G., dans les journaux d'information à vocation agricole.

■ Sur la forme de la procédure de l'enquête :

- ◆ Les conditions de l'enquête ont respecté la législation et la réglementation en vigueur en ce qui concerne les affichages maintenus pendant toute la durée de l'enquête ;

- ◆ Les avis de publicité dans la presse ont été publiés dans le respect de la réglementation ;

- ◆ Le dossier d'enquête relatif à :

- La restauration et l'entretien de la ripisylve ;
- La mise en défens des berges, plantations de ripisylve et aménagements d'abreuvoirs et les

franchissements ;

- La restauration de la continuité écologique des cours d'eau ;

- La restauration des zones humides ;

- La gestion des espèces végétales envahissantes ;

- La restauration des mares situés sur les bassins versants du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents cités ci- dessus est recevable ;

- ◆ Pendant toute la durée de l'enquête, du jeudi 14 novembre 2024 au 30 novembre 2024 inclus, toutes personnes ont pu prendre connaissance du dossier aux jours et heures normales d'ouverture des mairies de Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Saint-Igny-de-Vers et Villers dans des conditions satisfaisantes, auprès du commissaire-enquêteur au cours de ses permanences ou par l'intermédiaire du site dématérialisé mis en place à cette occasion pendant toute la durée de l'enquête ;

- ◆ Pendant cette période, toutes personnes ont pu porter leurs remarques, observations, propositions et contre-propositions sur les registres d'enquête (papier ou dématérialisé) mis à disposition dans les mairies de Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Saint-Igny-de-Vers et Villers ou à l'adresse électronique rappelée dans l'arrêté.

■ Sur le fond du dossier :

- ◆ Considérant que :

- L'eau fasse partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur, son développement, sa restauration, leurs remises en état et la gestion de la ressource utilisable dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

- La protection du patrimoine piscicole doit impliquer une gestion équilibrée des ressources piscicoles dont la pêche.

- Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et de la santé des générations présentes sans compromettre à la capacité des générations futures.

- Le projet porte sur le territoire des départements de La Loire, de la Saône et Loire et du Rhône et principalement celui de La Loire, et conformément aux articles R-214-91 du Code de l'environnement, le Préfet de La Loire est chargé de coordonner l'organisation de l'enquête publique, en lien avec le commissaire-enquêteur, avec l'appui de la Préfète du Rhône et du Préfet de la Saône et Loire ;
- Les cours d'eau sont domaniaux : les berges et le fond du lit sont des propriétés privées ;
- L'ensemble des opérations prévues dans le dossier d'enquête publique seront réalisées sans participation financière des riverains ;
- La conclusion de procédures de gestion est conditionnée par la mise en œuvre d'une déclaration d'intérêt général instituée par loi sur l'eau de 1992 qui permet à un maître d'ouvrage d'entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages et installations présentant un caractère d'intérêt général visant l'aménagement et la gestion de l'eau en utilisant des fonds publics sur des terrains privés, pour une durée adaptée à la prise en charge de l'entretien groupé.
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006 prévoit une procédure permettant aux propriétaires regroupés en association syndicale autorisée ou aux collectivités de mettre en œuvre des opérations de restaurations et d'entretien des cours d'eau.
- En application de l'article L. 215-18 du Code de l'environnement, la servitude oblige les propriétaires, pendant la durée des travaux à laisser sur leurs terrains les fonctionnaires ou les agents chargés de la surveillance, les entreprises ou ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation de travaux.
Les terrains bâtis ou clos de mur ainsi que les cours et jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins.
- Les dégradations subies par ces milieux ont conduit à la mise en place de démarches de gestion globale des cours d'eau. L'objet de la présente demande de déclaration d'intérêt général s'inscrit dans la continuité des précédents contrats dans une logique de mutualisation des services et des moyens pour laquelle souhaitent s'inscrire les collectivités locales.
- Les objectifs de ce contrat sont la restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques
- L'objectif plus général est d'atteindre le bon état écologique des eaux fixé par la directive cadre Européenne sur l'eau du 23 octobre 2000 et répondent aux missions des acteurs, porteurs de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).
- Le Code de l'environnement précise les dispositions et obligations qui s'appliquent concernant le droit de pêche : *«Tout propriétaire d'un droit de pêche, ou son ayant cause est tenu de participer à la protection du patrimoine piscicole et des lieux aquatiques»*.
L'exercice du droit de pêche emporte obligation de gestion des ressources piscicole.

Lorsque l'entretien de tout ou partie d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, la personne qui en est responsable en informera le Préfet au plus tard deux mois avant le début des opérations.

➤ L'enquête publique régit par l'article R214-100 du Code de l'environnement renvoie aux dispositions des articles R123-1 à R123-27. Le SYMISOA et Charlieu Belmont Communauté ont conclu un contrat de rivières dont l'objectif principal est la restauration du bon état des milieux aquatiques ;

➤ Le contrat de rivière regroupe 60 communes structurée en 6 intercommunalité, elles-mêmes situées sur trois départements (La Loire, La Saône et Loire, le Rhône).

➤ Le déclassement de l'état écologique se rencontre principalement sur la partie aval du Sornin et sur ses affluents en partie médiane du bassin versant du Sornin ;

➤ Une altération de la qualité physico-chimique et de l'hydrobiologique sur le Jarnossin

➤ Les bassins versants comportent 5 ZNIEFF de type 2 et 21 ZNIEFF de type 1 et une fraction très faible d'un site NATURA 2000 concerné à la marge par 0,1 % de sa superficie. La zone de travaux la plus proche est situé à 800 du site et n'aura aucun impact sur ce dernier ;

➤ La DCE du 23 octobre 2000, transposée en droit français le 21 avril 2004 engage chaque état membre dans un objectif de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques en plaçant l'écosystème au premier plan. Elle définit, ainsi, les objectifs de qualité dans le cadre du SDAGE LOIRE-BRETAGNE

◆ Etant entendu que

➤ La justification relevant de la prise en charge des travaux relevant de la responsabilité des propriétaires riverains par les collectivités au titre de l'intérêt général est prévue par l'article L.211-7 du Code de l'environnement révisé dans le cadre de la loi de modernisation de l'Action Publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Loi n°2014-578 du 27 janvier 2014).

Ces travaux comprendront :

- La restauration et l'entretien des ripisylves ;
- La mise en défens des berges, plantations de ripisylves et aménagements d'abreuvoirs et de franchissements ;
- La restauration de la continuité écologique des cours d'eau ;
- La restauration des zones humides ;
- La gestion des espèces végétales envahissantes ;
- La restauration des mares ;

➤ Certaines tranches de travaux sont soumises à autorisation ou déclaration au titre de l'article L.214 -3 du Code de l'environnement ;

Les dossiers «Loi sur l'eau» correspondants seront déposés au fur et à mesure de l'exécution du programme ;

➤ Les cours d'eau des deux bassins versants ne traversent qu'un périmètre de protection de captage. Il s'agit du périmètre de protection rapproché des captages de

Charlieu. Toute intervention d'entretien de la végétation des berges dans les périmètres protection (éloigné ou rapproché) seront réalisées en respectant les prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral 2013-112 du 27 septembre 2013 instaurant et réglementant ces périmètres de protection des puits P1 et P2 Pré de la Doux ;

- Tous les aménagements (mise en défens, pose de clôture, reconstitution de la ripisylve) sont proposés par convention aux propriétaires et/ou exploitants concernés et le SYMISOA ou par tripartie ente le propriétaire, l'exploitant et le SYMISOA.
- Afin de formaliser les conditions d'accès et de réalisation des travaux proposés, une convention entre le propriétaire, l'exploitant éventuel et le SYMISOA ou Charlieu Belmont Communauté sera conclue préalablement aux travaux ;
- La restauration des zones humides comprendra une première phase de concertation et de sensibilisation en partenariat avec le CEN (Conservatoire d'Espaces Naturels). auprès des élus, exploitants et propriétaires fonciers .
- Les dossiers de déclarations «loi sur l'eau» correspondant aux travaux relevant de la D.I.G. seront complétés juste avant les interventions pour apporter les dernières précisions nécessaires (dates, localisation, réinjection de sédiments) conformément à l'article R214-32 du code de l'environnement.
- La restauration/préservation des zones humides et des mares contribue à préserver leur rôle de régulation hydrologique (soutien des étiages et écrêtements des crue...) et réduction de la pression de prélèvement direct sur les cours d'eau et l'abreuvement ;
- Les travaux n'auront aucune incidence temporaire ou permanente sur l'hydrologie des cours d'eau ;
- Les travaux seront favorables au maintien ou au rétablissement du libre écoulement des eaux, notamment dans les secteurs à enjeux hydraulique ;
- Les travaux n'auront aucune incidence directe et permanente sur la qualité de l'eau, et participeront à son amélioration ;
- Les travaux n'auront aucune incidence directe et permanente sur les enjeux écologiques identifiés dans les espaces naturels inventoriés sur le territoire ;
- Les travaux n'auront aucune incidence directe et permanente sur la qualité de l'eau et sur les périmètres de protection des captages de Charlieu ;
- Le programme de mesure du SDAGE appliqué aux bassins Sornin et Jarnossin est cohérent et compatible.
- Les bassins versants du Sornin et du Jarnossin ne sont couverts par aucun SAGE.
- Les dispositions comprises dans la loi sur l'eau seront respectées et feront l'objet de déclarations avant travaux ;

Après la réalisation des travaux prévus, un réel effet ne pourra être constaté que dans la mesure où l'adhésion des propriétaires et/ou des propriétaires exploitants et/ou des exploitants agricoles (principalement éleveurs) aux opérations de restauration et d'entretien soit la plus importante possible dans le temps.

Pour cela, l'information et la concertation concernant les travaux prévus et l'entretien ultérieur que les propriétaires, et/ou des propriétaires exploitants et /ou des exploitants agricoles devront mettre en œuvre, me paraît essentiel pour pérenniser les actions réalisées.

Je recommande également que la convention soumise au public, figurant en annexe du dossier d'enquête, soit largement expliquée aux signataires ainsi que les propositions formulées par le SYMISOA relatives aux entretiens dans le temps et leurs différents types.

V/ AVIS :

- Après une étude approfondie du dossier d'enquête soumis au public ;
- après avoir échangé avec Monsieur le maire de la commune de Saint-Igny-sur-Vers ;
- après avoir échangé avec Madame Dechavanne et effectué une visite sur site avec Monsieur Derigon et des éléments perçus ;
- après avoir pris connaissance des réponses et précisions du SYMISOA sur les différentes observations, propositions et contre-propositions ;
- au vu des éléments exposés ci-dessus ;

J'émet un avis FAVORABLE à la demande de déclaration d'intérêt général demandée par Monsieur le Préfet du département de La Loire, dont le maître d'œuvre est le SYMISOA pour une durée de cinq années consécutives

J'assortirais mon avis de trois recommandations :

- Assurer, continuer et/ou intensifier la relation de proximité des techniciens de rivière avec les propriétaires et/ou des propriétaires exploitants et/ou des exploitants agricoles de manière la plus exhaustive possible, et ce, pour faciliter la réalisation, l'entretien du programme de travaux et de restauration des cours d'eau, des zones humides et des mares situés sur les bassins versants du Sornin et du Jarnossin,

- Mutualiser les formations et les expériences au sujet de l'éradication des plantes exotiques envahissantes dans l'ensemble des secteurs compris sur les bassins versants du Sornin et du Jarnossin

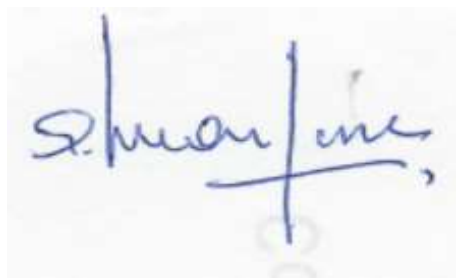
- Compléter les formations et les expériences au sujet de l'éradication des plantes exotiques envahissantes auprès de l'ensemble des différents acteurs en contact avec celles-ci (exploitants agricoles, employés municipaux, particuliers riverains des cours d'eau, pêcheurs....)

Document établi sur 12 pages.

Fait à Riorges le 13 décembre 2024

Alain BURONFOSSE

Commissaire-enquêteur

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Buronfosse', with a stylized flourish at the end.